

Débat sur l'avortement en Espagne en séance plénière

)

Madame la Présidente, nous demandons que le gouvernement espagnol renonce à son projet de loi sur l'avortement. Ce texte est un texte qui va mettre en cause la situation des femmes les plus faibles, qui va les conduire à la clandestinité, qui les renvoie aux situations les plus dangereuses et qui favorise les femmes les plus riches qui, elles, pourront faire du tourisme social.

Ce projet de loi renvoie aux heures les plus noires de l'histoire des femmes, de l'histoire de l'Europe car, lorsque la situation des femmes est attaquée, c'est aussi l'histoire de l'Europe qui est attaquée, ce sont les fondements mêmes de la démocratie.

Si M. Rajoy n'est pas convaincu par le Parlement européen, qu'il regarde les études de l'OMS, qui disent clairement que là où il y a l'interdiction, l'avortement n'est pas limité pour autant.

Puis, le groupe PPE avec lequel nous voulons travailler n'est pas celui de M. Rajoy. C'est éventuellement celui de Mme Simone Veil qui, il y a quarante ans, nous disait: "On ne peut pas empêcher les avortements clandestins." M. Rajoy devrait s'en souvenir et s'en inspirer.

L'Espagne que nous aimons, celle avec laquelle nous aimons coopérer comme européens, c'est celle de Felipe González, qui nous a apporté, avec le traité de Maastricht, un chapitre entier sur la citoyenneté européenne. Retrouvons cet esprit, l'esprit européen.